

À pousser plus loin, on sent bien que la question agace. *« Les activistes extrémistes de la décolonisation et le wokisme ont fait monter le débat des restitutions dans les tours. La bascule doit revenir au centre »*, espère le collectionneur David Lebard, membre actif des Amis du Quai Branly, dirigeant de la société de textiles La Soie Neyme, installée à Bruxelles. Ce dernier continue à acheter, à l'inverse d'autres amateurs plus inquiets de posséder des objets, hérités de famille ou achetés en toute bonne foi, dont ils ne peuvent faire don au musée, faute de traçabilité suffisante. Dans ce cas, ils deviennent invendables, ou seulement dans des ventes en ligne, à des estimations bradées.

Que va-t-on faire alors de ces pièces dont on ne peut remonter l'histoire ? *« Pour les chefs-d'œuvre millionnaires, ce n'est pas le problème mais pour ceux à moins de 100 000 euros, c'en est un ! Je combats la présomption qui a pour effet le renversement de la charge de la preuve par le propriétaire, impliquant qu'il aurait pu acquérir un objet illicitement »*, s'insurge Alexandre Giquello, qui s'apprête à vendre, le 4 octobre, à Drouot, les pépites de Claire Durand-Ruel. Pour certaines, elles ont été achetées avec son père médecin et grand collectionneur, comme cette figure en cuivre et laiton de reliquaire kota-shamaye du Gabon (100 000 à 150 000 euros).

« Dans le contexte général plombé, le marché des arts premiers ne va pas si mal. Il va même plutôt bien, conclut Yves-Bernard Debie, connu pour ses véhémentes prises de position sur la restitution d'œuvres aux pays africains. Les faits ont montré que les cas de restitution d'objets de particuliers sont extrêmement rares. » On se souvient toutefois de l'initiative du marchand Robert Vallois, de la rue de Seine, avec le Collectif des antiquaires de Saint-Germain-des-Près, qui a restitué un ensemble d'œuvres - 17 récades (sceptres royaux), 8 sabres et 2 objets de culte - au Bénin afin d'être exposé au Petit Musée de la récade, à Abomey-Calavi, que ce dernier soutient activement. Ces pièces aux enchères en 2019 à Nantes avaient été retirées à la suite des protestations fortement médiatisées de l'association nantaise Afrique Loire. Et le collectif s'en était porté acquéreur.

Dans les faits aussi, la seule demande de restitution concernant un objet passé en vente publique est pour l'instant restée lettre morte. Il s'agit du masque fang acheté 150 euros par un brocanteur de Vigan (Lot) à un couple de retraités, en 2021, puis revendu aux enchères, grâce à ses recherches, au prix record de 4,2 millions d'euros, l'année suivante, à Montpellier. Outre la procédure d'annulation engagée par les vendeurs, s'estimant lésés, devant le tribunal judiciaire d'Alès, la République

gabonaise s'était décidée à intervenir, en se joignant à la procédure visant à annuler la transaction, pour demander sa restitution. Au terme d'un jugement rendu le 19 décembre 2023, le tribunal judiciaire d'Alès a rejeté son intervention, la considérant comme irrecevable, soulignant ainsi, au-delà de la question de la validité de la vente, la complexité des revendications. Le commissaire-priseur Bertrand de Latour mettait en avant d'ailleurs le fait que ce masque, avait été *« collecté vers 1917, dans des circonstances inconnues, par le gouverneur colonial français René-Victor Edward Maurice Fournier (1873-1937), probablement lors d'une tournée au Gabon »*.

« Le rapport alarmiste d'Artkhade 2024 sur le marché de l'art tribal, parlant d'effondrement, ce qui avait fait bondir de rage le milieu, ne s'avère pas exact, souligne Yves-Bernard Debie. La politique africaine du président Macron a été une catastrophe, mais elle n'a pas empêché le marché de bien fonctionner. La demande reste plus importante que l'offre, à en juger par les prix records des dernières ventes en France. » Christie's tient d'une main de fer le marché dans l'Hexagone. *« Depuis décembre 2020, nous avons vendu pour 192 millions d'euros d'objets d'arts premiers, grâce à des ventes de plus en plus sélectives, et réalisé 90 % des plus hauts résultats »*, explique Alexis Maggiar, à la tête du département des arts d'Afrique, d'Océanie et d'Amérique. Sa plus belle performance ? La vente Barbier Mueller, le 6 mars dernier, 73 millions d'euros, avec un record à 14,7 millions d'euros pour une tête fang du Gabon.

L'arbre qui cache la forêt ? Ce dernier estime que non, au regard des ventes en ligne, *« en nette progression, pour les pièces entre 10 000 et 50 000 euros. Une nouvelle génération d'amateurs plus généralistes cherche des icônes de l'art africain, à placer avec celles de l'art moderne et contemporain. Certes, nous faisons extrêmement attention à ce que nous prenons. On ne touche plus aux objets du Bénin, mais ils sont remplacés par ceux d'Océanie ou de Papouasie, à la hausse depuis cinq ans. »* Pour vendre, Christie's a compris le filon de l'art des mélanges, et expose depuis jeudi ses trésors à venir, avenue Matignon, dans une carte blanche de la jeune artiste Audrey Guttman. Un labyrinthe surréaliste (comme au Centre Pompidou), avec ceux du cabinet de curiosités de Paul et Jacqueline Duchéin, dans l'esprit d'André Breton. En pièce phare, un bouchon de flûte biwat de Papouasie-Nouvelle-Guinée (400 000 à 600 000 euros). Une petite merveille ! ■

Parcours des mondes, dans les galeries de Saint-Germain-des-Près, à Paris, jusqu'au 15 septembre. www.parcours-desmondes.com



Arts premiers : un marché secoué par l'épuisement des pièces sans faille et les restitutions

Béatrice de Rochebouët

Alors que se tient, à Saint-Germain-des-Prés, la 23^e édition du Parcours des mondes, Paris s'affirme comme la place numéro un pour le secteur de l'Afrique et de l'Océanie. Enquête.

Parcourir le monde en quelques rues à Paris ? C'est le pari fou lancé il y a vingt-trois ans dans la capitale, avec le Parcours des mondes, manifestation devenue majeure pour les arts premiers, la dominante étant à l'Afrique et à l'Océanie. Elle regroupe cette année pas moins d'une soixantaine d'exposants, les meilleures peintures internationales, ayant ou louant des galeries, à Saint-Germain-des-Prés, au cœur du 6^e arrondissement. Tous ont poussé l'exploit de garder leurs plus belles pièces, espérant attirer le gratin des collectionneurs et des institutions. Ils étaient nombreux, mardi, au vernissage, pour chercher la perle rare, souvent cachée dans les réserves, une manière de rendre un objet plus désirable encore. Ceux qui ont poussé la porte du bureau de Lance Entwistle, l'Anglais de Paris, au 5, rue des Beaux-Arts, sont tombés en arrêt devant la statue de reliquaïre fang (Gabon, vers 1850), proportion divine et pedigree de rêve, celui de Charles Ratton, le grand marchand et ami des surréalistes, dont l'exposition du Centre Pompidou fête le centenaire du mouvement (lire nos éditions du 3 septembre 2024).

Au fil des ans, la capitale est devenue la numéro un pour le marché des arts premiers, parce qu'elle réunit la crème des marchands, draine le must des collections et possède l'un des plus puissants musées, le Quai Branly-Jacques Chirac. Cette alchimie lui a permis de prendre le pas sur New York, puis Bruxelles, où l'on n'entend plus parler du musée de Tervuren ni de la foire Bruneaf (la Brussels Non European Art Fair), qui a fermé en 2023, dans un marché déjà ultra-resserré, face à une raréfaction de chefs-d'œuvre. Seul gage pour les vendre aujourd'hui ? Des provenances irréprochables, une traçabilité sans faille, pour répondre à un climat de méfiance alimenté par la houleuse question des restitutions aux États africains.

Dirigé par l'avocat belge Yves-Bernard Debie (successeur de Pierre Moos, dont le nom fait l'objet d'un prix du livre d'art tribal, remis chez Christie's), le Parcours des mondes a pour président d'honneur Marc Ladreit de Lacharrière, le mécène du Musée du quai Branly-Jacques Chirac, qui lui doit une donation de 38 œuvres excep-

tionnelles. En préambule de sa 23^e édition, ce philanthrope a réuni lundi, dans son hôtel particulier de la rue Casimir-Perier (Paris 7^e), mélange ultrachic de moderne, contemporain et africain, un aéropage de marchands et de collectionneurs, présidents de musées (le Kanak Emmanuel Kasarhérou du Quai Branly) et maisons de ventes (Cécile Verdier de Christie's France), autour de la ministre de la Culture démissionnaire Rachida Dati.

Ce déjeuner en coulisses est la preuve que Paris a su tirer les ficelles pour être en pole position d'un domaine devenu hautement politique, suite au discours d'Emmanuel Macron, en 2017, à Ouagadougou, au Burkina Faso. Le président avait levé un tabou sur un sujet ô combien explosif, en souhaitant que « d'ici à cinq ans les conditions soient réunies pour des restitutions temporaires ou définitives du patrimoine africain en Afrique ».

Dont acte. En 2018, les deux professeurs Felwin Sarr et Bénédicte Savoy avaient rendu un rapport afin de proposer des solutions. Ainsi, en 2021, la France rendait au Bénin 26 objets du Musée du quai Branly-Jacques Chirac provenant du trésor du royaume d'Abomey que les troupes françaises avaient pillé lors du sac de la capitale en 1892. Ce fut la première restitution du genre obtenue par l'Afrique. Une saga relatée par la cinéaste franco-sénégalaise Mati Diop dans *Dahomey*, primé à Berlin et en salle. Elle a suivi le départ des pièces depuis Paris jusqu'à leur arrivée et leur exposition en grande pompe au Palais présidentiel de la Marina à Cotonou (lire nos éditions du 11 septembre 2024). Le hic est qu'elles restent invisibles. Annoncé pour 2025, le futur Musée de l'épopée des amazones et des rois du Danhomè à Abomey (nord de Cotonou) n'est pas prêt. Et les travaux n'auraient même pas démarré... Soufflé par Macron, ce vent d'espoir depuis les conquêtes coloniales serait-il retombé ? En tout cas, il a vite été étouffé, avec le report de la loi-cadre qui devait être débattue au Sénat en avril dernier. Reporté à l'automne, le texte n'est plus à l'ordre du jour, d'autant plus dans le contexte politique actuel.

Loin encore de faire le consensus, la question des restitutions a-t-elle un impact sur le marché des arts premiers ? En cette semaine du Parcours des mondes où les marchands jouent gros leur année, le silence est d'or... Beaucoup dédramatisent, minimisent le débat, affirment même « n'avoir jamais été touchés par le problème, de loin ou de près », comme le Parisien Alain de Monbrison, as de la profession mais roi du silence, en tant qu'oreille des musées auxquels il a vendu nombre de pièces majeures. Il en connaît pourtant long,

en tant qu'expert de toutes les ventes à record de ces cinquante dernières années, d'Hubert Goldet à René Gaffé, de Claude Vérité à Jacques Kerchache, qui souffla à Jacques Chirac l'idée d'un musée des arts premiers. « Nous avons connu l'âge d'or avec des collections extraordinaires constituées d'objets collectés dans les pays d'Afrique, à une époque où cela était encore possible. Aujourd'hui, les provenances sont étudiées à la loupe. Nos belles années sont derrière nous », renchérit son ami et confrère Lance Entwistle.

« Les activistes extrémistes de la décolonisation et le wokisme ont fait monter le débat des restitutions dans les tours. La bascule doit revenir au centre »

David Lebard Collectionneur

Pour obtenir une réponse cash, il faut mettre les pieds dans le plat. « Il serait faux de dire qu'il n'y a pas de conséquence sur ce secteur, qui a considérablement évolué en quelques années. Cela a changé l'approche des collectionneurs et leurs pratiques d'achat. S'ils le peuvent, ils se reportent sur les grands objets à provenance inattaquable, ce qui a fait grimper les prix, avoue, sans détour, le Bruxellois Didier Claes, de la plus jeune génération. Les privés sont plus à l'aise que les musées face aux restitutions, qu'ils estiment être un acte surtout politique. Ils sont prêts à faire un pas tant que l'on ne les stigmatise pas comme voleurs et nous comme des charlatans faisant commerce sur le dos de l'Afrique », ajoute-t-il. « En termes d'image, le marché en a pris un coup, estime le Parisien Bernard Dulon. De héros qui a sauvé des objets que les pays d'Afrique n'étaient pas en mesure de garder, je suis devenu un néocolonialiste, aux yeux du grand public. »

Un sentiment partagé. « Le marché de la vente publique est hypersensible à tout grain de sable. Face à la problématique de l'art africain, il écarte le moindre objet qui n'est pas parfaitement documenté. La tension est palpable, comme cela l'est, en bien pire, pour l'archéologie, domaine en voie d'extinction, depuis la chasse aux objets illicites (lire nos éditions du 11 avril 2024), observe le président de Drouot, Alexandre Giquello. À cela s'ajoute un grand sentiment d'injustice d'être traité comme des trafiquants, alors qu'à travers nos ventes nous faisons la promotion d'un patrimoine africain dont 90 % auraient eu vocation à disparaître. Il faut que les restitutions "matchent" dans les deux sens, par des accords bilatéraux », ajoute ce dernier.